



Résumés des interventions

Panorama de l'archivage dans les établissements pénitentiaires

Antoine Meissonnier, responsable des Archives du ministère de la Justice

Résumé de l'intervention

Cette présentation se propose de planter le décor de la collecte des archives pénitentiaires aujourd'hui, sous tous ses aspects.

Il s'agit dans un premier temps de rappeler que les archives pénitentiaires sont des archives publiques soumises aux dispositions du Code du patrimoine, qui garantissent leur collecte par les services d'archives départementales, suivant les modalités de l'instruction du 11 octobre 2007.

Après avoir exposé les grands principes de cette instruction, une confrontation avec la réalité est nécessaire : par la consultation des états des fonds mis en ligne par de plus en plus de services d'archives départementales, il est possible de faire un premier tour d'horizon des fonds pénitentiaires réellement constitués. Mais la question se pose aussi de leur survie à l'heure du numérique : un aperçu des projets de dématérialisation de l'administration pénitentiaire s'impose.

Enfin, l'exploitation de ces fonds est régie par les règles de communicabilité des archives publiques prévues au Code du patrimoine : l'intervention se propose d'apporter un éclaircissement sur l'application de ces règles aux archives pénitentiaires.

Biographie

Après des études à l'École nationale des Chartes, des recherches en histoire politique et juridique du Moyen Âge et une formation à l'Institut national du Patrimoine, Antoine Meissonnier a travaillé au Service interministériel des Archives de France entre 2012 et 2016 sur les règles de sélection des archives contemporaines et les politiques de dématérialisation. Depuis 2016, il poursuit ce travail dans la sphère judiciaire, à la tête du département des Archives, de la Documentation et du Patrimoine du ministère de la Justice.

Les archives de l'établissement pénitentiaire de Fresnes : le point de vue de l'archiviste

Agnès Seguin et Eric Jingeaux, archivistes aux Archives départementales du Val-de-Marne

Résumé de l'intervention

Quelle est l'histoire des archives de l'établissement pénitentiaire de Fresnes ? Et, plus précisément : comment sont-elles arrivées aux Archives départementales du Val-de-Marne ? dans quel état de classement et de conservation ? des tris ont-ils été opérés ? sur quelles bases le plan de classement a-t-il été élaboré ?... Voici quelques questions auxquelles cette communication se propose d'apporter des réponses.

En retraçant les différentes étapes de ce parcours mouvementé, l'objectif sera d'appréhender ce fonds massif dans toute sa complexité. L'explication détaillée des étapes du classement permettra notamment de revenir sur les choix de tri qui ont été opérés. Enfin, la présentation des différentes typologies de documents conservés visera à montrer la richesse du fonds tout en s'interrogeant sur son originalité.

Biographie

Agnès Seguin et Eric Jingeaux sont archivistes aux Archives départementales du Val-de-Marne où ils gèrent le classement du fonds de Fresnes depuis 2013. Agnès Seguin est plus largement chargée de coordonner l'ensemble des classements, quels que soit leur origine (privée, publique) ou leur support (papier, iconographique, audiovisuel, électronique). Eric Jingeaux est en charge du suivi des archives des services déconcentrés de l'Etat, de la collecte jusqu'à leur classement.

A la recherche des prisonniers de Fresnes. Réflexions sur les registres d'écrou de Fresnes (1911-1939)

Elsa Génard, doctorante au centre d'histoire du XIXe siècle, Paris I Panthéon-Sorbonne

Résumé de l'intervention

Cette communication se propose d'interroger les contours de la population carcérale enfermée à Fresnes dans la première moitié du XXe siècle. Alors que la prison a attiré nombre d'observateurs, et que les discours sont nombreux sur cette prison, symbole de la modernité à la fin du XIXe siècle, la question reste entière de savoir quels sont les outils pour écrire une histoire des prisonniers de Fresnes.

A partir d'une analyse fine de corpus de prisonniers, issus des registres d'écrou conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne, cette communication visera à dresser la sociographie des prisonniers de Fresnes. Les registres d'écrou, envisagés aussi bien dans leur dimension documentaire que comme outils d'administration d'une population, offrent une prise sur la quotidienneté de la vie carcérale, sur ses rythmes et sa temporalité, mais aussi, *in fine*, sur ceux qui y sont enfermés.

Biographie

Ancienne élève de l'ENS Ulm, agrégée d'histoire, Elsa Génard est doctorante au Centre d'histoire du XIXe siècle, à Paris I Panthéon-Sorbonne. Depuis 2015, elle prépare une thèse sous la direction de Dominique Kalifa, intitulée : « Prisons et prisonniers dans la France du premier XXe siècle. Une histoire des interactions carcérales ».

Bibliographie personnelle : « La libération conditionnelle en France de 1885 aux années 1930. De la loi à la pratique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 63-1, janvier-mars 2016, p. 171-194.

Les prisons de Fresnes dans la guerre d'Algérie (1954-1962)

Fanny Layani, doctorante au centre d'histoire sociale du XXe siècle, Paris I Panthéon-Sorbonne

Résumé de l'intervention

Les prisons de Fresnes occupent une place à la fois ordinaire et singulière dans le dispositif de répression des militants de l'indépendance algérienne. Maison d'arrêt immense, Fresnes tend à devenir, au cours du conflit, une « prison algérienne » : les détenus algériens y représentent jusqu'à 75% de l'effectif carcéral, dont plus de 50% sont reconnus par l'administration pénitentiaire comme politiques. Elle devient ainsi l'épicentre d'un mouvement de politisation des prisons, les détenus luttant collectivement pour obtenir une amélioration nette de leurs conditions de détention.

Le fonds de Fresnes est d'une grande richesse sur la question algérienne, tant par l'abondance des documents conservés que par leur originalité : contrairement aux autres lieux de détention de militants algériens de l'indépendance, de nombreux dossiers de fonctionnement y ont été conservés, permettant de retracer le quotidien de la détention, les temporalités des luttes et les jeux d'acteurs qui s'y opposent.

Biographie

Enseignante en lycée à Paris, Fanny Layani est également doctorante à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Raphaëlle Branche. Ses recherches portent sur la détention politique des militants de l'indépendance algérienne dans les prisons de métropole, entre 1954 et 1962.

Juger la collaboration : le fonds de la cour de justice de la Seine et de ses chambres civiques aux Archives nationales

Pascal Raimbault, chargé d'études documentaires aux Archives nationales

Résumé de l'intervention

Les cours de justice sont un des rouages institués à la Libération pour réprimer les faits de collaboration. Les archives de la cour de justice de la Seine renferment les dossiers d'épuration d'affaires de collaboration ayant eu pour cadre territorial le département de la Seine mais aussi des affaires de portée nationale ou instruites par des cours de justice de province et transmises, à la suite de leur suppression, à la cour de justice de la Seine. Ce sont ainsi 6 000 dossiers d'affaires jugées, 8 000 dossiers de non-lieux, 8 870 dossiers de chambres civiques, plusieurs milliers de dossiers d'enquêtes préliminaires classées sans suite, un millier de cartons de scellés, ainsi que des dossiers de requêtes en révision, de recours en grâce ou de demandes d'amnistie qui constituent une source essentielle pour l'étude de l'Occupation et de la Collaboration. Point commun de tous ces dossiers, la prison de Fresnes, lieu de passage forcé pour nombre de ces personnes entre 1944 et 1951.

Biographie

Pascal Raimbault est chargé d'études documentaires aux Archives nationales - Site de Pierrefitte-sur-Seine. Il est en charge, au sein du Département de la Justice et de l'Intérieur, du classement et de l'inventaire des archives de la cour de justice du département de la Seine et de ses chambres civiques. Il a participé, en tant que commissaire associé, à l'exposition « La Collaboration 1940-1945 » qui s'est tenue aux Archives nationales - Site de Paris de novembre 2014 à mars 2015.

Les sources de l'histoire architecturale des prisons de Fresnes

Caroline Soppelsa, docteur en histoire de l'art

Résumé de l'intervention

En choisissant de s'intéresser à Fresnes sous l'angle de l'architecture, la présente communication sera l'occasion d'évoquer des archives complémentaires des fonds conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne. Les documents relatifs à la construction de l'établissement et aux travaux d'entretien des premières décennies n'ont pas, en effet, été de ceux reversés en 2004 à cette institution par les Archives de Paris, dépositaires du fonds pendant quelques années. Quant aux archives ultérieures, elles sont à retrouver aux Archives nationales, l'État ayant récupéré, après la seconde guerre mondiale, la propriété des établissements pénitentiaires jusque-là du ressort des départements. Restent cependant à Créteil quelques versements contemporains, des fonds iconographiques et les ressources permettant d'appréhender les enjeux urbains locaux de l'implantation puis du fonctionnement d'un si grand établissement sur le territoire de la commune de Fresnes.

Biographie

Caroline Soppelsa est docteur en histoire de l'art. Spécialiste d'architecture pénitentiaire, elle s'est intéressée à Fresnes dans le cadre de sa thèse intitulée *Le XIXe siècle et la question pénitentiaire : un siècle d'expérimentations architecturales dans les prisons de Paris*. Chargée de mission pour l'APIJ et membre correspondant du CLAMOR (CNRS), elle consacre actuellement ses recherches post-doctorales aux formes précoces de la prison moderne dans la France de la seconde moitié du XVIIIe siècle.

Les archives des établissements pénitentiaires, des alliées de la généalogie

Laurence Abensur-Hazan, généalogiste

Résumé de l'intervention

Loin de n'être qu'un alignement de noms et de dates, la généalogie familiale vise à reconstituer le plus précisément possible la vie des personnes qui ont composé nos familles au fil des siècles.

En fonction de leurs parcours, nous sommes amenés à explorer une grande diversité de sources dont les fonds des prisons font parfois partie.

Les nombreuses raisons qui conduisaient autrefois à être privé de liberté font qu'il est fréquent que les chercheurs en histoire familiale aient, à un moment ou à un autre, à consulter les registres de ces établissements.

La diversité et la précision des documents qui composent les fonds des prisons, comparables par certains aspects aux archives des hôpitaux, nous apportent un éclairage concret de la vie de nos ancêtres et des difficultés qu'ils eurent parfois à affronter.

Biographie

Généalogiste à Paris depuis 1999, Laurence Abensur-Hazan est également conférencière. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages historiques et guides généalogiques parus aux Éditions Autrement, Actes Sud Junior, Alan Sutton et Archives & Culture.

Elle collabore à la *Revue française de Généalogie* dans laquelle elle a notamment publié un article consacré aux archives des prisons.

Elle est la présidente de l'Alliance syndicale des professionnels de la généalogie (ASPG) fondée en 2005.

La visite virtuelle de la maison d'éducation surveillée de Fresnes dans le musée d'histoire de la justice de Criminocorpus

Jean-Lucien Sanchez, chargé d'études en histoire à la direction de l'Administration pénitentiaire

Résumé de l'intervention

Ma communication portera sur la présentation d'un projet de valorisation numérique d'un fonds des Archives départementales du Val-de-Marne *via* le Musée d'histoire de la justice de Criminocorpus. Il s'agit d'une exposition virtuelle dédiée à la maison d'éducation surveillée de Fresnes, de 1927 à 1958, qui repose principalement sur l'exploitation de dossiers de mineurs qui y ont été incarcérés et qui sont conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne sous les cotes 2Y5 670 (1936), 2Y5 694 (1937) et 511W 378-511W 400 (1947-1957).

Les différents modules de visite proposés par le site Criminocorpus, dont les contenus sont édités par le Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice (Clamor, UMS CNRS 3726), permettent de valoriser numériquement des fonds d'archives afin de les rendre accessibles au plus grand nombre. Parmi ceux-ci, les expositions virtuelles constituent un outil original pour diffuser un contenu scientifique à destination d'un public large.

Biographie

Jean-Lucien Sanchez est chargé d'études en histoire à la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP, SDMe5). Docteur en histoire, il est chercheur associé au Centre de recherches sur le droit et les institutions pénales (CESDIP, UMR CNRS 8183) et membre du comité de rédaction de la revue *Criminocorpus*. Spécialiste d'histoire pénitentiaire, il est l'auteur de l'ouvrage *A perpétuité. Relégués au bagne de Guyane* (Vendémiaire, 2013).